



AFRITAC de l'Ouest

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL



La Gazette de l'AFRITAC de l'Ouest **Parution Numéro 29 – novembre 2020**

Sommaire

<i>Vue d'ensemble</i>	1
<i>Activités par domaine</i>	2
<i>Les cours en ligne du FMI</i>	16
<i>Rapports mis en ligne sur le site sécurisé du Centre en novembre 2020</i>	16
<i>Activités à venir</i>	17

Vue d'ensemble

AFRITAC de l'Ouest continue d'appuyer ses pays membres, à travers des missions à distance compte tenu de la crise sanitaire mondiale de la COVID-19. Cette crise a, en l'espace de quelques mois seulement, mis en péril des années de progrès durement acquis sur la voie du développement et de la réduction de la pauvreté et bouleversé l'existence et les moyens de subsistance de millions de personnes.

Les perspectives économiques régionales actuelles montrent que l'activité économique en Afrique sub-saharienne devrait subir une contraction de 3 % en 2020. Pour 2021, la croissance régionale devrait se redresser modestement à 3,1 %. Ces perspectives sont exposées à des risques importants, notamment en ce qui concerne l'évolution de la pandémie de COVID-19 et la résilience des systèmes de santé de la région. Globalement, les perspectives de la région seront fonction de la disponibilité de financements supplémentaires et de réformes nationales porteuses de transformations qui permettront de renforcer la résilience (accroissement des recettes, passage au numérique, amélioration de la transparence et de la gouvernance), d'accélérer la croissance à moyen terme, de créer des débouchés pour une vague de nouveaux arrivants sur le marché du travail et d'avancer vers les objectifs de développement durable.



AFRITAC de l'Ouest continuera d'appuyer ses pays membres pour relever ces défis à l'aide des missions d'assistance technique (AT), des formations et surtout la flexibilité pour répondre à la demande d'AT qui émanera des pays membres en rapport avec la crise.

Ce numero 29 de la Gazette couvre les activités conduites au cours des trois derniers mois (aout-octobre) par le centre. Il contient également un encadré sur l'initiative de collecte des données des administrations fiscales (ISORA).

Pour ce qui est des nouvelles du personnel, au cours du trimestre dernier, le centre a enregistré le départ de M. Koné Bacari, anciennement conseiller résident en gestion des dépenses publiques et l'arrivée de Mme Ha Vu en remplacement de M. Koné. Mme Ha a occupé plusieurs postes au FMI, comme économiste principal au sein du Département des finances publiques, ainsi qu'à la Banque mondiale. Elle dispose d'une expérience de 20 ans dans les finances publiques, l'administration publique, l'enseignement et la recherche. Au cours de sa carrière, elle a appuyé de nombreux pays d'Afrique francophone, d'Asie, d'Europe et d'Amérique latine dans le renforcement de gestion de leurs finances publiques. Elle a contribué à l'élaboration du cadre d'évaluation de la gestion des investissements publics du FMI (PIMA).

Activités par domaine

Administration douanière

AFRITAC appuie les autorités douanières à améliorer la gestion du risque et la sélectivité des contrôles, la maîtrise de la base taxable à l'importation, la dématérialisation afin de sécuriser et simplifier la chaîne de dédouanement et le renforcement du contrôle et du suivi des régimes d'exonération et suspensifs.

Conseiller résident en administration douanière



Avant son arrivée à l'AFRITAC de l'Ouest en septembre 2019, M. Ahmed Boilil a été conseiller résident en techniques douanières au Togo dans le cadre d'un projet BAD. Il a été également conseiller résident en administration douanière à l'AFRITAC de l'ouest de janvier 2009 à décembre 2012. Auparavant il a été Directeur général adjoint des douanes en Mauritanie.

Burkina Faso – Renforcement de la gestion, du suivi et du contrôle des exonérations et des admissions temporaires du 14 au 25 septembre 2020.

L'assistance technique fournie à distance a permis de noter une amélioration sensible de la qualité des demandes lors des contrôles à effectuer. L'essentiel des contrôles a été réalisé en différé. L'intégration du module SYSGEX dans le système SYDONIA initialement prévue a été abandonnée pour des raisons techniques et financières. Les possibilités offertes par SYDONIA ont conduit la Direction de l'Informatique et de la Statistique (DIS) et la Direction de la Législation et de la Règlementation (DLR) avec l'aide et le soutien de la CNUCED à concevoir un nouveau module de gestion des exonérations dont la mise en service devrait être effective courant novembre après qu'une formation ait été effectuée aux agents de la DLR et aux commissionnaires en douane agréés (CDA). Si les nouveaux codes additionnels et les textes révisés ont été mis à jour dans SYSGEX, les difficultés liées à la sécurisation des exonérations n'ont pas été résolues et demeurent un problème permanent en attendant la mise en route du nouveau module. En ce qui concerne le suivi des décisions d'exonérations et principalement les prolongations de délai au sein de SYSGEX, les données ne sont pas toujours actualisées. La mission a été informé notamment que les modules SYSGEX et SYGICODE ne sont pas correctement alimentés, ce qui entraîne un surcroît de travail inutile notamment lors du ciblage des sociétés à contrôler. La diversité des procédures, le nombre important d'opérations enregistrées et, depuis les recommandations, une alimentation, en progrès mais encore insuffisante, de SYGICODE, devraient permettre à ce service d'effectuer des analyses de risque qui soient exploitables et permettent d'obtenir des résultats probants.

Guinée – Renforcement de la fonction d'évaluation en douane du 17 au 28 août 2020.

Les travaux ont permis de noter que sur l'ensemble des recommandations faites par la mission d'octobre 2019, la majorité a été totalement ou partiellement exécutée et seulement quelques-unes n'ont pas encore été rendues effectives. Les deux structures, destinées à piloter la mise en œuvre et assurer le suivi de la stratégie adoptée par la douane pour renforcer la fonction d'évaluation, ont vu le jour en novembre 2019 mais une faible périodicité de rencontre qui ne permet pas réellement de piloter et de suivre ladite stratégie a été constatée. Le document relatif à la stratégie de réappropriation de la fonction d'évaluation en douane a été adopté mais son application reste à améliorer. Pour lancer la réappropriation progressive de la fonction d'évaluation, la Douane a procédé à une analyse qui lui a permis de retenir une première liste de produits. Le renforcement de la Section Valeur a bien été initié mais il reste encore des étapes à

franchir. Le module "Valeur" de SYDONIA World a été mis en production depuis août 2020.

Malgré le bilan globalement positif relevé, l'échéance du mois de septembre que la douane s'était fixée, pour s'approprier et maîtriser efficacement la fonction d'évaluation en douane sur tout le territoire, n'a pas été respectée. Les répercussions de la situation sanitaire mondiale sont une des raisons majeures de ce retard. En conséquence, des mesures d'ajustement sont nécessaires pour faire en sorte que l'ensemble des personnes concernées par la fonction d'évaluation (douaniers, opérateurs économiques) maîtrise ladite fonction et sécuriser davantage les recettes. Ces mesures prioritaires ont été présentées aux autorités.

Administration fiscale

L'AFRITAC de l'Ouest concentre son appui sur l'amélioration de la gestion du risque et le renforcement des principales fonctions de l'administration fiscale.

Conseiller résident en administration fiscale



M. Nicolas Hiol soutient depuis 2017 les administrations fiscales de la Guinée, du Niger et du Togo. En tant que membre du panel d'experts du FMI, il avait déjà eu l'occasion de mener différentes missions d'assistance technique dans la sous-région, au Burkina Faso, en Guinée et en Mauritanie.

Conseiller résident en administration fiscale



M. Michel Bua a une longue expérience dans le contrôle fiscal où il a occupé différentes fonctions. Avant de rejoindre le département des finances publiques du Fonds Monétaire international, Michel Bua a travaillé pour le Ministère français des finances et celui des Affaires étrangères.

Bénin - Renforcement de l'action de pilotage de l'administration fiscale du 1^{er} Juin au 31 Juillet 2020.

Le but de cette mission était (1) d'évaluer et renforcer la feuille de route des autorités pour sécuriser les recettes dans le contexte de la crise sanitaire de la COVID-19, (2) mettre à jour un plan de renforcement du civisme fiscal pour remédier aux principales

faiblesses identifiées par l'évaluation TADAT de novembre 2019, (3) renforcer le pilotage de l'administration fiscale et le suivi des opérations fiscales et (4) fournir un cadre de gestion axée sur les résultats (GAR) qui permettra d'établir un lien entre les mesures prises et les travaux en cours sur la future stratégie de mobilisation des recettes à moyen terme (MTRS). La mission a été réalisée à l'aide d'entretiens, de réunions de coaching, de documentation fournie par l'administration fiscale et de rapports antérieurs du département des finances publiques du FMI (FAD).

Au 31 mai 2020, la performance du chiffre d'affaires n'avait pas baissé mais la situation des recettes restait fragile et le plan de continuité d'activité devrait être amélioré. A l'instar de nombreux pays de la sous-région, la nécessité de renforcer les capacités de pilotage et de suivi de l'administration fiscale béninoise apparaît comme un élément essentiel dans la consolidation des réformes, l'amélioration de la gestion des risques voire l'obtention de meilleures performances. La nécessité d'une approche volontaire d'anticipation dans le pilotage se retrouve aussi bien dans la gestion des priorités à court terme que dans celles du renforcement des capacités à moyen terme, qu'il s'agisse de la maîtrise des activités en cours, de la gestion des projets ou de la mise en œuvre de réformes stratégiques.

L'initiative ISORA et l'état de la campagne 2020 pour les pays de l'AFRITAC de l'Ouest

ISORA (International Survey on Revenue Administration) est une initiative de collecte des données des administrations fiscales¹ développée en partenariat par plusieurs organisations internationales (FMI, CIAT, IOTA, OCDE)². Elle a été lancée en 2012 avec pour objectif d'alimenter une plateforme numérique qui met à la disposition des pays et des organisations internationales des informations sur les performances et les pratiques des administrations fiscales. Cet outil permet aux cadres des administrations fiscales de mieux gérer et évaluer le rendement de leurs organisations, tout en facilitant les comparaisons entre pays et l'élaboration des normes de mesure de la performance des administrations fiscales. La participation à l'initiative ISORA se fait sur une base volontaire et les informations sont auto-déclaratives. 159 pays ont pris part à la campagne 2018 dont la quasi-totalité des membres de l'AFRITAC de l'Ouest. Après un arrêt en 2019 pour évaluer les expériences antérieures, la campagne 2020 a été lancée en septembre 2020 avec les innovations ci-après : (i) la segmentation du questionnaire initial en 2 parties (la première regroupe les données dynamiques à collecter tous les ans et la deuxième, les informations plus stables, à collecter sur une base périodique) ; (ii) la suppression de plusieurs questions et (iii) la décision de transférer les données dans le domaine public six mois après les traitements. Les organisations partenaires de ISORA ont convenu de proposer un accompagnement aux pays participants, afin d'améliorer la qualité des informations. Pour le FMI, l'assistance de première ligne est assurée par les Centres d'assistance technique, eu égard à leur proximité avec les pays. C'est dans ce cadre que l'AFRITAC de l'Ouest s'est mobilisé depuis septembre 2020 pour assister à distance ses 10 États membres, à travers les contacts avec les points focaux ISORA, le suivi des émissions de codes d'accès à la plateforme, la transmission des outils didactiques, la mutualisation des expériences et la revue des progrès. Grâce à cette assistance, les pays sont à pied d'œuvre pour le remplissage des formulaires, qui doit s'achever en décembre 2020, avant les phases de contrôle qualité des données, de traitement, puis de publication des statistiques.

¹ Une initiative similaire baptisée ISOCA existe pour les administrations douanières.

² FMI = Fonds Monétaire International ; CIAT = Inter-American Center of Tax Administrations ; IOTA = Intra-European Organisation of Tax Administrations ; OCDE = Organisation de coopération et de développement économique.

Gestion des finances publiques

Dans ce domaine AFRITAC vise l'amélioration des capacités des personnes et institutions chargées de la gestion des dépenses publiques. Sous l'aspect gestion budgétaire, le programme d'activités vise le renforcement de la gestion budgétaire global, y compris la préparation, l'exécution et le contrôle. S'agissant de la gestion de la trésorerie, les activités visent l'amélioration de la comptabilité et de la gestion de la trésorerie.

Conseillère résidente en Gestion des dépenses publiques-aspect budget



Ha Vu a occupé plusieurs postes au FMI, comme économiste principal au sein du Département des finances publiques, ainsi qu'à la Banque mondiale. Elle dispose d'une expérience de 20 ans dans les finances publiques. Elle a contribué à l'élaboration du cadre d'évaluation de la gestion des investissements publics du FMI (PIMA).

Burkina Faso – Appui à la mise en œuvre des plans d'engagement des dépenses pour améliorer l'exécution budgétaire du 10 au 21 août 2020

Cet appui avait pour principal objectif de renforcer les capacités des gestionnaires budgétaires au niveaux central et ministériels en matière d'élaboration des plans d'engagement des dépenses de l'Etat (PED), de technique de conception et d'actualisation des PED, ainsi que d'articulation de ces plans avec les outils de suivi de la trésorerie, en l'occurrence le plan de trésorerie de l'Etat (PTE).

Depuis janvier 2017, le Burkina Faso a progressivement basculé dans le mode de gestion budgétaire par programmes. Ce nouveau mode de gestion requiert l'adaptation de la chaîne de la dépense, afin d'atteindre les objectifs fixés pour chaque programme dans des délais et conditions de sécurité raisonnables. A la suite de la mission d'évaluation de la gestion des investissements publics (PIMA) réalisée par le Département des finances publiques (FAD) en 2017, une première mission d'expert de l'AFRITAC de l'Ouest réalisée en février 2018 avait recommandé la mise en œuvre de plans d'engagement des dépenses (PED) articulés avec le plan de trésorerie de l'Etat (PTE).

Commission de l'UEMOA - Proposition de guide de budgétisation des plafonds d'emplois rémunérés par l'Etat

A la demande des autorités de la Commission de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), un projet de guide régional de budgétisation des plafonds ministériels d'emplois (PME) a été élaboré sur la période de mai à septembre 2020 en vue d'harmoniser les pratiques en la matière au sein de l'UEMOA. Le guide aborde principalement: a) la définition du concept de plafond d'emplois, y compris son périmètre et les unités et modalités de son décompte ; b) les étapes et la méthodologie détaillée de la budgétisation des plafonds d'emplois et leurs liens avec la masse salariale ; et c) le cadre de contrôle et de suivi infra annuels des plafonds d'emplois. Les travaux se sont appuyés sur la documentation de l'UEMOA (directives et guides pratiques existants) et l'expérience internationale en matière de suivi et de décompte des emplois publics.

Une séance de restitution tenue en visioconférence a eu lieu le lundi 14 septembre afin de valider la première version du projet de guide. Un webinaire tenu le 24 septembre 2020 a permis de recueillir les observations des représentants des pays membres de l'UEMOA, d'y apporter des réponses, d'en tenir compte et de valider le guide. La version définitive sera publiée sur le site du FMI.

Conseillère résidente en Gestion des dépenses publiques-aspect trésor



Marie-Christine Uguen a exercé des fonctions de cadre supérieure à la Direction Générale des Finances Publiques du Ministère de l'Economie et des Finances français, principalement dans le domaine de la dépense publique, de la comptabilité et des systèmes d'informations des finances publiques. Elle a rejoint l'AFRITAC de l'Ouest en 2018.

Côte d'Ivoire – Appui à la préparation des opérations de clôture et d'inventaire de l'exercice en comptabilité en droits constatés (CDCP) du 1^{er} au 18 septembre 2020.

Cet appui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du nouveau cadre juridique de gestion des finances publiques, issu de la transposition des directives communautaires de l'Union économique et monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Les travaux ont consisté à effectuer le suivi de la mise en œuvre des recommandations formulées lors de la

précédente mission, portant sur la préparation du bilan d'ouverture 2020. Ils ont permis d'élaborer un projet d'arrêté interministériel portant sur les opérations de clôture et d'inventaire et leur calendrier, en CDCP sur la base des discussions techniques menées avec la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité publiques. La mission a également contribué à l'élaboration d'un projet de feuille de route actualisé pour la stratégie d'initialisation du bilan d'ouverture prévu pour 2021 et son enrichissement progressif jusqu'en 2023.

Par ailleurs, la mission a animé un atelier de renforcement des capacités sur les opérations de clôture et d'inventaire en CDCP à l'attention d'une quinzaine de participants.

Webinaire régional sur le contrôle de l'utilisation des ressources liées à la lutte contre la COVID-19

Une quarantaine de participants des pays couverts par AFRITAC de l'Ouest issus des corps de contrôle du Ministère chargé des finances, des Cours des comptes et autres institutions supérieures de contrôles ont participé à ce webinaire régional, modéré par Monsieur Mohamed Diaré, Président de la Cour des Comptes de Guinée. La qualité de la gestion des ressources COVID-19 et de sa restitution suscite beaucoup d'attentes tant des citoyens que des partenaires au développement, au regard de l'élan général de mobilisation des contributions qu'a suscité cette pandémie. Cette thématique a été au cœur des préoccupations des corps de contrôles des pays couverts par l'AFRITAC de l'Ouest lors du webinaire régional du 8 octobre 2020 organisé par le Département des finances publiques du FMI et l'AFRITAC de l'Ouest. Les principales recommandations suivantes ont été discutées et appréciées par les participants :

- ✓ Hiérarchiser les contrôles en mettant particulièrement l'accent sur les opérations présentant un risque élevé et/ou un fort enjeu financier ;
- ✓ Optimiser les systèmes d'informations, les outils et dispositifs existants pour l'efficacité des contrôles portant sur l'exécution des dépenses ;
- ✓ Optimiser les modes de contrôles en utilisant les outils dématérialisés et en intensifiant l'utilisation des technologies et des plates-formes actuelles pour limiter les contrôles présentiels ;
- ✓ Enregistrer les dons en nature mobilisés tant en comptabilité matières qu'en comptabilité générale de l'Etat ;
- ✓ Mieux articuler les différentes catégories de contrôles et développer leur adaptabilité,
- ✓ Rapprocher au mieux le contrôle ex-post du contrôle contemporain ;
- ✓ Publier régulièrement et fréquemment les rapports de contrôles.

Gestion de la dette et développement des marchés financiers

AFRITAC de l'Ouest soutient la formulation et la mise en œuvre de stratégies de gestion de la dette et de plan de trésorerie, appuie les autorités dans leurs efforts de renforcement du cadre organisationnel de gestion de la dette, aide à l'amélioration de l'information sur la dette publique, renforce les capacités d'analyse et de gestion de la dette publique et soutient les institutions régionales dans le développement du marché régional des titres d'État de l'UMOA.

Conseiller résident en gestion de la dette et développement des marchés financiers



Avant de rejoindre AFRITAC de l'Ouest en septembre 2019, M. **Soltani Chaker** a été, Conseiller en gestion de la dette publique à AFRITAC Centre (Centre qui couvre 9 pays de l'Afrique centrale). Auparavant, M. Soltani a occupé divers postes au sein du Ministère des Finances tunisien, il a été nommé Directeur général de la dette de 2011 à 2014 et Directeur de la stratégie de la dette en 2006.

Guinée – Appui au développement du marché des valeurs du Trésor du 3 au 14 août 2020.

Les travaux de la mission se sont déroulés sous forme d'ateliers de formation, d'échange et de discussion qui ont réuni les cadres de la Direction nationale de la dette et de l'aide publique au développement (DND-APD), de la Direction nationale du Trésor et de la comptabilité publique (DNTCP) ainsi que les cadres de la Direction de la politique monétaire et du crédit (DPMC) de la Banque centrale de la République de Guinée (BCRG). Ces ateliers de formation ont porté sur l'émission des Obligations du Trésor (OdT) par adjudication et notamment sur les caractéristiques financières des OdT, l'organisation et la gestion des adjudications d'OdT, la gestion des relations avec le marché et la programmation des émissions d'OdT en relation avec la Stratégie de la dette et le plan de trésorerie.

La mission a également permis de proposer une révision de l'Instruction de la BCRG relative aux enchères des Valeurs du Trésor et élaborer certains documents nécessaires à la préparation du processus d'émission des OdT sur le marché intérieur des valeurs du Trésor de la République de Guinée notamment (i) le mode opératoire relatif à l'organisation et la gestion des émissions d'OdT ; (ii) un projet de guide des souscripteurs dans les OdT ; et (iii) un plan de communication vis-à-vis des investisseurs dans les OdT.

Togo – Elaboration de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT) et le plan annuel de financement (PAF), du 28/09 au 09/10/2020.

Cette mission conjointe Banque mondiale/AFRITAC d'assistance technique et de formation a permis d'appuyer les autorités sur la formulation de la stratégie de gestion de la dette publique et le PAF et en particulier l'appropriation du processus de développement de la SDMT et l'utilisation de l'outil quantitatif SDMT du FMI / Banque Mondiale. Les cadres de la Direction de la Dette Publique et du Financement, de la Direction générale du budget et des finances, ainsi que les services du Ministère de la planification du développement et de la coopération impliqués dans la chaîne de gestion de la dette publique, ont été les principaux bénéficiaires de cette assistance technique.

La mission a discuté avec les participants les différentes étapes de l'élaboration de la SDMT, les préalables techniques et institutionnels pour réussir l'élaboration et la mise en œuvre d'une SDMT réaliste et crédible et le contenu du document ou rapport de présentation et de communication de la SDMT. La mission a mis en exergue les défis auxquels fait face le gestionnaire de la dette dans ce contexte difficile de COVID-19 et dans quelle mesure La SDMT devrait s'ajuster aux pressions de la crise COVID en utilisant les liquidités abondantes et les facilités de refinancement disponibles dans l'union monétaire et les financements concessionnels qui seraient disponibles.

Statistiques de finances publiques

L'axe central de l'assistance technique est l'appui à la mise en œuvre de la méthodologie du Manuel de statistiques de finances publiques du FMI 2001/2014 et à la production, ainsi que la diffusion des tableaux statistiques de finances publiques (SFP). Il s'agit en premier lieu des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire à savoir : (i) le Tableau des Opérations Financières de l'État (TOFE), principal document de synthèse des SFP, (ii) la situation des flux de trésorerie, (iii) le bilan financier et (iv) la situation de la dette.

Conseiller résident en Statistiques de finances publiques



Avant de rejoindre l'AFRITAC de l'Ouest en 2016, **M. Nicolas KACOU** a fait une partie de sa carrière au ministère de l'Économie et des Finances de Côte d'Ivoire, où il a été chargé d'élaborer le Tableau des opérations financières de l'État (TOFE), notamment à partir de la Balance générale des comptes du Trésor.

Mauritanie – affinement et production du TOF du sous-secteur des collectivités locales et appui à l’opérationnalisation de l’équipe en charge de la production des statistiques de l’administration centrale budgétaire (24 Août au 4 Septembre 2020).

L’appui du centre a permis d’affiner le tableau des opérations financières du sous-secteur des collectivités locales de l’exercice 2018 et de produire la situation de l’exercice 2019. Les travaux ont permis également de redynamiser l’équipe en charge de la production des statistiques de l’administration publique centrale budgétaire. A cet effet, la prochaine mission permettra de relancer l’élaboration du tableau des opérations financières des autres sous-secteurs de l’administration publique et de définir une méthodologie pour la production des autres tableaux du cadre d’analyse minimum.

De même, la mission a relancé la nécessité de rendre opérationnelle la création du comité élargi en charge de la production des statistiques de l’administration publique et du secteur public.

Sénégal – Travaux de production des statistiques du secteur public selon le MSFP 2014 du 19 au 30 octobre 2020.

L’appui a permis de constater avec satisfaction la poursuite de la production du tableau des opérations financières du secteur public conformément au MSFP 2014. Les travaux ont permis de finaliser la situation consolidée des statistiques de l’administration publique via un affinement des TOF des différents sous-secteurs. La participation des différents services en charge de produire les TOF sectoriels ont permis de renforcer la sensibilisation des autorités. Relativement aux autres tableaux du cadre d’analyse minimum, notamment la situation des flux de trésorerie (tableau II), le bilan financier (III) et la situation de la dette publique (IV), la mission note avec satisfaction la production régulière mais annuelle des différentes situations. Les travaux de la mission ont consisté en un passage en revue et un affinement des différents tableaux produits. Il est par ailleurs envisagé d’élargir le champ au sous-secteur des unités extrabudgétaires.

Statistiques du secteur réel

AFRITAC de l’Ouest appuie les autorités dans la mise en œuvre du Système de Comptabilité Nationale (SCN) 2008 et du changement d’année de base dans tous ses pays membres. Le Centre appuie le Bénin, la Côte d’Ivoire, le Mali et le Niger dans la mise en place des comptes nationaux trimestriels (CNT).

Conseiller résident en Statistiques du secteur réel



Avant de rejoindre l'AFRITAC de l'Ouest en 2018, **M. Fahd Ndiaye** a travaillé à l'Agence nationale de la statistique et de la démographie du Sénégal pendant 10 ans.

Bénin – Les comptes nationaux 2017 du 12 au 23 octobre 2020.

Les travaux ont permis de revoir les estimations des comptes nationaux 2017 préparées par l'Institut national de la statistique et de l'analyse économique (INSAE). Des recommandations détaillées pour améliorer le traitement des données sources des comptes nationaux 2018 ont été formulées. L'INSAE finalisera ces estimations dans un délai de trois mois.

Concernant les comptes 2017, la mission a fourni une analyse détaillée des Tableaux des ressources emplois (TRE) et des comptes de l'industrie produits par l'INSAE et fait des recommandations d'amélioration. L'analyse a révélé d'importants mouvements du volume et des indices de prix courants pour toutes les composantes des soldes de produits au sein des TRE. La mission a recommandé de les examiner attentivement. D'autres commentaires portent sur l'harmonisation des taux de cotisation sociale par activité et l'utilisation des variations des salaires moyens comme déflateur des agrégats des administrations publiques en remplacement de l'indice des prix à la consommation (IPC). Des collectes de données supplémentaires seront nécessaires pour prendre en compte les recommandations.

Concernant le traitement des sources de données 2018, la mission a développé un modèle de traitement des états financiers des entreprises formelles qui sont désormais préparés selon les nouvelles règles comptables en place dans l'espace OHADA. La mission a également passé en revue les principales sources de données préparées par l'INSAE et fait des recommandations pour leur amélioration notamment pour l'assurance et la pêche.

Guinée – Les comptes nationaux 2019 du 9 au 25 septembre 2020

Avec l'appui de la mission, l'Institut National de la Statistique (INS) de Guinée a pu disposer des estimations des comptes nationaux provisoires 2019 (CN 2019) qu'elle reverra avant leur diffusion. En ce qui concerne le rebasage, la mission a proposé de

choisir une année de référence plus récente et a aidé l'INS dans la compilation des données sources.

La qualité des statistiques guinéennes reste un défi pour plusieurs secteurs. Les statistiques sur le minerai et le diamant publiées officiellement par le Bureau des statistiques et du développement (BSD) du ministère des Mines sont vraiment différentes de celles établies par la Banque centrale. Les statistiques des prix à la production des produits agricoles se confondent souvent avec les prix à la consommation.

Pour préserver l'intérêt du rebasage et éviter d'avoir à combler un écart important, la mission a proposé de prendre une année de référence plus récente des comptes nationaux. Le nouveau repère pourrait être choisi en conformité avec de nombreuses enquêtes (consommation des ménages, secteur informel, commerce transfrontalier, etc.) réalisées récemment.

L'équipe des comptes nationaux (CN) a montré un vif intérêt pour la collecte de données afin de compiler les comptes nationaux trimestriels (CNT). La mission a examiné la liste des indicateurs de haute fréquence (IHF) proposée par l'équipe de l'INS et fait quelques recommandations. Les CNT ne devraient pas être une priorité pour l'INS avant que la qualité des CN ne s'améliore fortement et durablement.

Togo – Les comptes nationaux 2018 du 28 septembre au 13 octobre 2020.

L'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSEED) devrait publier des séries rétrospectives en fin juin 2021 pour la période 2000-2015 à la suite du récent rebase des comptes nationaux (CN). L'INSEED organisera un atelier en novembre 2020 pour collecter des données auprès des producteurs. La prise en compte des principales nouveautés du *Système de Comptabilité Nationale 2008 (SCN 2008)* et des mises à jour des classifications des produits et des industries nécessitera des changements méthodologiques spécifiques.

L'INSEED a établi des estimations du PIB pour 2018 qui nécessitent un examen plus approfondi. L'absence d'indice des prix à la production (IPP) est un défi pour mesurer les changements de qualité dans les estimations des comptes nationaux. L'INSEED envisage de poursuivre la publication des CN chaînées en forçant l'additivité des séries. Cette option n'est pas la meilleure parmi celles disponibles.

L'INSEED s'est engagé à développer des comptes nationaux trimestriels. L'indice de la Production Industrielle (IPI) mis à jour et la base de données sur le chiffre d'affaires trimestriel provenant de l'Office Togolais des Recettes (OTR) fourniront de nouvelles

sources de données. La prochaine étape devrait conduire l'INSEED à tester les indicateurs de qualité (stabilité du ratio des indicateurs de référence, corrélation entre les taux de croissance de référence et des indicateurs, etc.) avant d'arrêter une maquette de calcul des CNT. Ces tests nécessiteront des séries chronologiques plus longues.

Analyse macro-budgétaire

Le programme d'activités couvre en priorité l'intégration des processus de cadrages macroéconomiques et budgétaires, l'approfondissement des instruments de prévisions macroéconomiques, le renforcement des dispositifs de prévision des recettes fiscales, des processus d'allocation budgétaire globale à moyen terme l'élaboration des Document de Programmation Budgétaire et Économique Pluriannuelle et la redynamisation des dispositifs institutionnels de validation des cadrages macroéconomiques et budgétaires.

Conseiller résident en Analyse macro-budgétaire



M. Djoret Biaka Tedang a travaillé pour plusieurs organisations internationales dans le domaine de la modélisation et du cadrage macroéconomique et budgétaire avant d'intégrer AFRITAC de l'Ouest en 2018. M. Djoret a été également chef de division Conjoncture et Prévision dans son pays.

Sénégal - Promouvoir une gestion active des risques budgétaires du 7 au 20 octobre 2020.

La mission qui intervient dans un contexte de gestion en cours des impacts de la pandémie de Covid19, a permis de mettre en exergue l'importance de promouvoir une gestion active des risques et de dresser un inventaire des risques budgétaires les plus importants. Un atelier de deux jours a permis aux participants de maîtriser les concepts et les techniques et d'entamer les travaux pratiques de quantification des risques budgétaires.

La mission a aidé à la mise en place des dispositifs méthodologique, technique et institutionnel de gestion des risques budgétaires. Un canevas détaillé d'un document de déclaration des risques budgétaires a été mis en place et dans la perspective de la production d'une première déclaration des risques budgétaires (DRB) au plus tard en fin 2020, les prochaines étapes convenues avec les autorités comprennent (i) La formalisation et la pérennisation des groupes de travail thématiques, (ii) La poursuite

jusqu'à la production d'une première version de la DRB et (iii) L'organisation d'un séminaire de dissémination de la première DRB.

Les cours en ligne du FMI

Les cours disponibles pour les cadres des secteurs public et privé et parfois pour le grand public sont accessibles sur <http://imf.smartcatalogiq.com> et <https://www.edx.org/school/imfx>.

Ces cours comprennent entre autres :

- Fiscal Policy Analysis (FPA)
- Fiscal Sustainability (FS)
- Prudential Asset Classification and Provisioning and the IFRS (PACP)
- Gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles

Rapports mis en ligne sur le site sécurisé du Centre en novembre 2020

BENEFICIAIRE	DOMAINE	TITRE
Bénin	Administration douanière	Renforcement du contrôle après dédouanement
Guinée	Gestion de la dette et développement des marchés financiers	Appui au développement du marché des valeurs du Trésor

Activités à venir

Les principales activités planifiées pour le troisième trimestre de l'année fiscale 2021 qui seront conduites à distance sont résumées dans le tableau ci-après, avec des dates indicatives.

Gestion des dépenses publiques		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	Thème	Date
Bénin	Appui à la mise en œuvre du principe de la fongibilité et du mécanisme des reports de crédits en matière de la gestion budgétaire en mode programme	Janvier 2021
Mali	Renforcement de capacités sur le bilan d'ouverture de l'Etat	Novembre 2020
Mauritanie	Appui à l'assainissement des comptes de balance générale des comptes de l'Etat	Novembre 2020
Guinée	Poursuite de l'appui à la mise en œuvre des autorisations d'engagement et des crédits de paiement	Décembre 2020
Guinée-Bissau	Appui à la mise en œuvre du compte unique du Trésor et à la gestion de la trésorerie.	Novembre 2020
Sénégal	Appui au renforcement de la programmation des investissements publics.	Février 2021
Pays membres (UEMOA)	Elaboration d'un guide sur le contrôle interne comptable	Novembre 2020
Gestion de la dette et développement des marchés financiers		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	Thème	Date
Mauritanie	Formation sur la stratégie de dette à moyen terme	Décembre 2020
Analyse macro-budgétaire		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	Thème	Date
Burkina Faso	Améliorer le suivi des risques macroéconomiques	novembre 2020
Administration douanière		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	Thème	Date
Mali	Renforcement de la mise en œuvre de la procédure de dédouanement automatisé	Décembre 2020
Niger	Contrôles après dédouanement	Novembre 2020
Sénégal	Contrôles après dédouanement	Novembre 2020
Statistiques du secteur réel		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	Thème	Date
Mauritanie	Mise en place des comptes nationaux trimestriels (CNT)	Novembre 2020

Guinée-Bissau	Compilation des comptes nationaux 2018 et 2019	Novembre 2020
Administration fiscale		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	Thème	Date
Guinée-Bissau	Fiabilisation du fichier des contribuables	Novembre 2020
Mali	Renforcement de l'administration des moyennes	Novembre 2020
Pays membres	Les enjeux du pilotage des administrations fiscales	Novembre 2020
Statistiques de finances publiques		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	Thème	Date
Guinée-Bissau	Elaboration des statistiques de finances publiques conformément au Manuel de statistiques des finances publiques 2014	Novembre 2020
Burkina Faso	Production des statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique conformément au MSFP 2001/2014	Décembre 2020

MEMBRES



Bénin



Burkina Faso



Côte d'Ivoire



Guinée



Guinée-Bissau



Mali



Mauritanie



Niger



Sénégal



Togo

PARTENAIRES



EUROPEAN UNION



Luxembourg



Allemagne



France



Chine



Norvège



Suisse



Banque
Européenne
d'Investissement



AFRITAC
de l'Ouest

AFRITAC, Immeuble BCEAO

Abidjan, Plateau

Côte d'Ivoire

www.afritacouest.org

www.facebook.com/afritacouest

(+225) 20 20 89 87